Vu le décret n° 80-184 du 26 juin 1980 portant définition des attributions et organisation du ministère du commerce et des transports;

Vu les statuts de la société union internationale des piroguiers du Togo «UNIPTO» SARL, rue de la jeunesse, Kpèbènou no 1, B. P 13077 Lomé-Togo dont l'objet est l'exclusivité de l'approvisionnement, le chargement, la location et le pointage des bateaux pour le transport des marchandises du Togo au Nigéria etc...;

Vu que l'objet de cette société n'est pas conforme à la réglementation en vigueur au Togo;

Vu que cette société a commencé ses activités sans avoir obtenu son autorisation d'installation,

DECIDE:

Article premier — La Société Union Internationale des Piroguiers du Togo "UNIPTO" fondée par le sieur Chief Christopher Ekeagu Ukpaka et consorts, est interdit d'activité.

Art. 2. — La présente décision qui prend effet à compter de la date de signature sera publiée au **Journal officiel** de la République togolaise.

Lomé, le 1^{er} septembre 1982

Koffi Kadanga Walla

ARRETE N° 16/MCT/DAM du 2 septembre 1982 portant agrément du Bureau Veritas comme société de classification maritime.

LE MINISTRE DU COMMERCE ET DES TRANSPORTS,

Sur rapport du directeur des affaires maritimes;

Vu la constitution, notamment en ses articles 17, 20 et 21 ;

Vu l'ordonnance n° 29 du 12 août 1971 portant code de la marine marchande et notamment son article 13 ;

Vu le décret n° 184 du 26 juin 1980 portant définition des attributions et organisation du ministère du commerce et des transports ;

Vu la demande n° 1148-DSM/JV/VE du bureau VERITAS en date du 6 juillet 1982,

ARRETE:

Article premier — En application de l'article 13 de l'ordonnance n° 29 du 12 août 1971 portant code de la marine marchande, le Bureau Veritas est agréé au Togo en qualité de société de classification maritime.

A cet effet, le Bureau Veritas est habilité à apposer les marques de franc bord sur les navires battant ou appelés à battre pavillon togolais et à délivrer, à l'issue des visites et contrôles requis, les certificats de sécurité correspondants, prévus par les conventions internationales de l'O.M.I. (organisation maritime internationale) ci-après:

- Convention internationale de 1966 pour les lignes de charge;
- Convention internationale de 1974 pour la sauvegarde de la vie humaine en mer et son protocole de 1978;
- Convention internationale de 1954 pour la prévention de la pollution des eaux de mer par les hydrocarbures ainsi que ses amendements de 1962 et 1964;
- Convention internationale sur le jaugeage de 1969.

Art. 2. — Les commissions de visite et l'inspecteur de la navigation conservent le droit de procéder à toute vérification qu'ils jugent utile.

Art. 3. — Le directeur des affaires maritimes est chargé de l'application du présent arrêté, qui prend effet pour compter de sa date de signature et sera publié au **Journal Officiel** de la République togolaise.

Lomé, le 2 septembre 1982

Koffi Kadanga Walla

ARRETE N° 17/MCT du 6 septembre 1982 fixant les conditions d'exploitation des véhicules "bâchés."

LE MINISTRE DU COMMERCE ET DES TRANSPORTS,

Vu la constitution notamment son article 21 ;

Vu le décret n° 80-184 du 26 juin 1980 portant définition des attributions et organisation du ministère du commerce et des transports ;

Vu l'arrêté interministériel n° 79-8/MCT/MINTER portant interdiction du transport mixte sur le territoire national,

ARRETE:

Article premier — Les véhicules bâchés effectuant du transport mixte (personnes et marchandises) en service public ou privé doivent être équipés d'une carrosserie métallique.

Art. 2 — Un délai de douze (12) mois, à compter de la date de signature du présent arrêté, est accordé aux propriétaires des véhicules concernés pour se mettre en règle vis-à-vis de la nouvelle réglementation.

Passé ce délai tous les véhicules bâchés munis de carrosserie en bois ne pourront faire que le transport exclusif de marchandises et n'auront pas l'autorisation de transport mixte.

Art. 3 — Les propriétaires des véhicules en infraction vis-à-vis des dispositions du présent arrêté seront passibles d'une amende de vingt cinq (25) à cent (100) mille francs. En cas de récidive, leurs véhicules seront mis en fourrière et les cartes d'autorisation retirées.

Art. 4 — Le directeur des transports routiers, le directeur de la sûreté nationale et le commandant de la gendarmerie nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 6 septembre 1982

Koffi Kadanga Walla

Arrêté N° 18/MCT du 7 septembre 1982 portant création d'un comité inter-ministériel chargé de la définition de la politique des rencontres.

LE MINISTRE DU COMMERCE ET DES TRANSPORTS ;

Vu la constitution notamment en ses articles 21 ;

Vu le décret n° 80-184 du 26 juin 1980 portant définition des attributions et organisation du ministère du commerce et des transports,

ARRETE:

Article premier — Il est créé, sous la tutelle du ministre du commerce et des transports, un comité inter-ministériel chargé de la définition de la politique des rencontres